BALES, Kevin. – *Disposable People. New Slavery in the Global Economy*. Berkeley, University Press of California, 2004 [1999], XIV + 298 p.

Alain Morice

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafraicaines/5790>

DOI : 10.4000/etudesafraicaines.5790

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 19 décembre 2005

ISBN : 978-2-7132-2049-4

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Alain Morice, « BALEs, Kevin. – *Disposable People. New Slavery in the Global Economy*. Berkeley, University Press of California, 2004 [1999], xiv + 298 p. », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 179-180 | 2005, mis en ligne le 03 février 2006, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafraicaines/5790> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafraicaines.5790>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© Cahiers d'Études africaines

BALES, Kevin. – *Disposable People. New Slavery in the Global Economy.*
Berkeley, University Press of
California, 2004 [1999], XIV + 298 p.

Alain Morice

- 1 Dans sa préface à la nouvelle édition révisée de *Disposable People*, Kevin Bales remarque que, cinq ans plus tôt en 1999, sa sortie avait choqué ou rencontré le scepticisme de plus d'un commentateur, signifiant ainsi pour nous qu'outre-Atlantique les histoires d'esclavage qu'il avait racontées sonnaient (et sonnent sans doute encore) comme des révélations. Et pourtant l'esclavage, ajoute la même préface, « existe toujours à New York et dans le monde. On le repère difficilement, mais il est là » (p. VIII). Disons d'emblée que pratiquement, dans l'ouvrage de Bales, il sera peu question de New York, et que pour l'essentiel le « monde » en question se réduit au Tiers-Monde – singulièrement le subcontinent indien –, ce qui paraît plus d'une fois limiter la portée politico-économique de cette « globalisation » qu'annonce le titre, et qui est pour Bales, avec la corruption des États et l'explosion démographique, l'un des trois facteurs qui expliquent la résurgence actuelle de l'esclavage.
- 2 Esclavage ? « Il est certain que le mot *esclavage* continue d'être utilisé pour signifier toutes sortes de choses, et que trop souvent l'on s'en sert comme d'une métaphore commode », dit l'auteur (p. 5), rappelant en note (p. 279) une étymologie qui renvoie aux Germains du monde antique, lesquels pourvoyaient l'Empire romain en *slaves* capturés par leurs soins : référence doublement importante, et par le type de généralisation raciste qu'on y décèle, et par le rôle fondamental que jouent les intermédiaires dans la mise en esclavage. Mais c'est ici de l'esclavage « nouveau » qu'il sera question (à l'exception du cas mauritanien, qui représente un archaïsme et fait fonction de repoussoir théorique). Bales se donne une définition : avec son ancêtre dont l'archétype est figuré par l'esclavage des plantations sudistes de la première moitié du xix^e siècle, le *new slavery* partage la caractéristique d'être le « contrôle total d'une

personne par une autre à des fins d'exploitation économique » (p. 6) – en quoi ce rapport social est-il « nouveau » ? Cela, le livre ne nous le dira pas. Pour l'esclave ainsi défini, ce contrôle prend la forme d'une rétention « par la violence ou la menace de violence » (p. 280). Autre caractéristique importante : nulle part dans le monde, la loi n'autorise plus (du moins formellement) cette modalité de mise au travail.

- 3 Certes assez générale, comme il l'admet, la définition par le double critère de la contrainte sur les corps et de l'exploitation autorise l'auteur à estimer (sans autre précision méthodologique) à 27 millions le nombre d'esclaves dans le monde aujourd'hui, dont 15 à 20 millions engagés dans le travail forcé (*bonded labor*) de type servitude pour dettes (*debt bondage*) : ce qui fait, dit-il, plus que toutes les victimes de l'ancien commerce transatlantique, mais moins que les estimations de certains militants, pouvant atteindre jusqu'à 200 millions. À défaut d'une réalité, ces querelles statistiques révèlent au moins pour nous des problèmes de définition non ou mal résolus. Bales rappelle justement qu'il ne suffit pas d'être un enfant ou d'être traité durement pour être un esclave, et distingue trois formes : l'esclavage de possession (*chattel slavery*), « forme la plus proche du vieil esclavage » ; l'esclavage pour dettes (*debt bondage*) déjà nommé, « forme la plus commune d'esclavage dans le monde » ; et l'esclavage contractuel (*contract slavery*), où « les relations de travail modernes sont utilisées pour masquer le nouvel esclavage » (pp. 19-20). Armé de cette tripartition (dont il concède qu'elle constitue des types qui ne sont pas exclusifs les uns des autres), l'auteur passe en revue cinq études de cas, soit respectivement : les livreurs d'eau en Mauritanie ; la briqueterie au Pakistan et l'agriculture en Inde ; le charbonnage au Brésil et la prostitution en Thaïlande.
- 4 Mouton noir de la typologie de Bales, le cas mauritanien retient moins l'attention par les profits matériels (et souvent bien réels) qui peuvent dériver de l'esclavage, que par le cadre traditionnel dans lequel celui-ci prend place comme un rapport social héréditairement transmis sur une base raciste et religieusement légitimée. Avant d'être porteurs d'eau ou bergers pour le compte de leurs maîtres, les descendants d'esclaves mauritaniens en sont la propriété *de facto*, sinon *de jure* – on sait que l'esclavage fut plus d'une fois aboli en Mauritanie, la dernière mesure datant de 1980, ce qui a pour effet pervers que les esclaves n'y existent doublement pas, si l'on peut dire : ni comme personnes, ni comme esclaves. Le paradoxe classique de l'esclavage ancien, surtout marqué chez les esclaves de cour, se manifeste ainsi : nombre de ces non-personnes se pensent et sont pensées comme membres de la famille de leurs maîtres et ainsi, libres de les quitter, leur restent attachés. Bales s'en tient, pour sa part, à une interprétation culturaliste – d'un esclavage séculaire qui survit sous sa forme « primitive, tribale », comme aux « temps de l'Ancien Testament, [et qui] en même temps traite les esclaves plus humainement et les laisse davantage sans espérance, un esclavage qui est moins une réalité politique qu'une part permanente de la culture » (p. 83) (et religieuse) car « beaucoup d'esclaves croient qu'ils ont été placés chez leurs maîtres par Dieu et que ce serait un péché de les quitter » (pp. 84-85). Nous retrouverons cependant les manifestations de ce renoncement dans les autres exemples, « nouveaux » ceux-là, donnés dans le livre, et notamment le poids de la religion, qu'elle soit musulmane, catholique ou bouddhiste, dans l'imaginaire de la loyauté et du fatalisme, que Bales peine à envisager de façon matérialiste comme un levier de la sujétion. À la limite, la violence, centrale dans son schéma de départ, n'a plus sa place dans un tel dispositif idéologique.

- 5 Presque à l'opposé du contre-exemple mauritanien, l'auteur aura préalablement dressé dans son premier chapitre le tableau des traits qui distinguent le « nouvel esclavage » de l'ancien : 1. pas de propriété légale sur l'esclave ; 2. coût d'achat très faible ; 3. profits très élevés ; 4. surabondance d'esclaves potentiels ; 5. relations à court terme ; 6. les esclaves ne sont pas gardés (*slaves disposable*) ; 7. les différences ethniques ne sont pas importantes (p. 15). Le sixième trait, qui donne son titre à l'ouvrage, retient l'attention : le nouvel esclavage se signale par le fait que la relation n'est plus viagère comme à l'ancien temps, et encore moins héréditaire – ce qui explique, pour Bales, le dernier trait, à savoir la disparition du racisme comme composante fondamentale de la mise en esclavage. La réserve démographique est sans limites, l'on y puise et l'on y rejette la main-d'œuvre sans se soucier d'en entretenir le cheptel, est-il dit en substance, comme s'il s'agissait d'un mouvement d'externalisation de grande ampleur. L'histoire de l'esclavage passe ainsi de la possession au contrôle de l'asservi, et la figure du maître propriétaire d'esclaves (*slaveowner*) disparaît devant celle de l'utilisateur ou détenteur (*slaveholder*), selon un mouvement qui n'est pas sans rappeler celui de la décolonisation. Plus besoin de s'en embarrasser à vie ni de s'assurer de leur reproduction : « *Slaves are disposable* », conclut Bales (p. 14), qui joue sur le double sens du mot *disposable* : « jetable » (ou familièrement *kleenex*) et « à disposition ». Il a mis ainsi le doigt sur une tendance forte dans l'évolution des relations de travail en général, qui a sa source dans le salariat même : là où la tradition capitaliste voulait que le contrat assure une certaine pérennité de la relation, les redéfinitions successives du contrat moderne entendent incorporer sa propre précarité dans sa définition même. Il reste à comprendre si le « nouvel esclavage » dont parle Bales traduit, préfigure, caricature ou, au contraire, contredit cette tendance plus générale.
- 6 Les quatre exemples qui serviront à la démonstration ont en commun, on l'aura noté, d'être pris hors de la sphère des nations dominantes. Bales fait plonger le lecteur dans des univers où règnent la corruption des appareils d'État (et notamment policiers), l'irresponsabilité des utilisateurs obtenue par la mise en place de chaînes complexes de recruteurs, rabatteurs, gérants et sous-traitants, la terreur physique faisant suite à la séduction, l'isolement géographique des victimes et la cupidité des consommateurs. Se référant sans la désigner à la thèse weberienne sur le monopole étatique de la violence légitime, il a beau jeu d'évoquer *a contrario* la violence et l'illégalité omniprésentes d'un nouveau « *Wild West* » (qu'en français l'on appelle plus couramment *far west*) qui, « dans certaines parties du monde en développement d'aujourd'hui, est pire, bien pire » que le modèle américain d'origine : un palmarès qui, tout en laissant perplexe, semble n'avoir d'autre utilité que de dédouaner la « société civilisée » et les « démocraties avancées » (p. 29) de leur responsabilité dans un phénomène qui les implique pourtant à plus d'un titre (ce que bien sûr Bales rappelle à plusieurs reprises mais sans dépasser la généralité du propos). Plus problématique encore est la proposition néo-évolutionniste sur laquelle paraît déboucher le constat que le nouvel esclavage se nourrit d'une désétatisation de la violence centralisée au profit des voyous (*thugs*) locaux, laquelle normalement débouche sur « la collision frontale des modes de vie moderne et traditionnel » (p. 30), surtout quand l'auteur explique que l'esclavage n'a pas de prise dans les communautés européenne ou américaine, « parce que très, très (*sic*) peu de gens vivent dans un état de dénuement qui en ferait de bons candidats pour l'esclavage » (p. 31).

- 7 Les cas indien et pakistanais, typiques du système de la servitude pour dettes, n'illustrent qu'en partie le modèle du *slaveholder* : à l'instar du modèle ancien, le système se révèle maintes fois pérenne et héréditaire, et peut-être pas aussi illégal que ne le laisse supposer l'auteur. Les variantes sont mille, mais le schéma de base est unique : pour faire face à une dépense, on engage sa personne ou l'on engage un dépendant auprès d'un maître qui consent une avance. Ensuite, l'endetté se trouve, au figuré voire au propre, pieds et poings liés, poursuivant tant bien que mal une dette qui court plus vite que les remboursements calculés sur son travail, une « dette éternelle » (p. 164) qui est une tromperie même quand le versement d'une rétribution laisse croire qu'elle sera un jour soldée. Logiquement, est-il noté, la servitude peut se transmettre ainsi d'une génération à la suivante. « Nouveau », cet « esclavage », qui semble se présenter de prime abord comme une adaptation réinventée du servage le plus classique ? Nommé « *peshgi* » au Pakistan, ce système n'est autre que du « féodalisme transposé dans la production capitaliste à court terme », dit l'auteur lui-même (p. 174). Plus proche encore du servage, le « *koliya* » indien se passe de tout signe monétaire qui pourrait s'interpréter comme la marque (même bien illusoire) d'un chemin vers l'émancipation. Tandis que dans les briqueteries pakistanaises, l'ouvrier est payé au rendement (fût-ce pour payer en retour ses remboursements), le paysan indien décrit par Bales, quant à lui, ne connaît d'autre salaire que la tutelle du maître : « En Inde, dans le travail agricole forcé, une famille perd toute liberté et ne reçoit ni salaire ni versement à la pièce. Après avoir contracté une dette ou, parfois, juste après s'être placée sous sa "protection", la famille est pourvue de deux choses par le propriétaire des terres : le sac quotidien de grain et l'accès à la petite parcelle où elle peut produire d'autres vivres » (p. 197). Mais dans les deux cas, même transmission héréditaire, et tout aussi fréquente mise au travail des enfants. De la variante indienne de ce « nouvel esclavage », l'auteur dit qu'elle remonte à la nuit des temps, soit il y a 11 000 ans, dans les plaines de l'Inde mais aussi en Mésopotamie et en Égypte : « Ce que nous appelons souvent les commencements de l'humanité sont aussi les commencements de l'esclavage (*bondage*) » (p. 197).
- 8 Le cas brésilien, illustré par l'exemple des ouvriers travaillant à la fabrication du charbon de bois, relève d'un processus identique, quoique le mode de recrutement soit formellement différent et que le caractère « jetable » de la main-d'œuvre mobilisée y soit très accentué. C'est ici le personnage du *gato* qui joue le rôle central : chargé de repérer les misérables dans les régions laissées pour compte par quelque cycle industriel ou agricole abandonné, ce chasseur avisé et rapide (*gato* veut dire chat) promet monts et merveilles et nourrit abondamment ses proies (cette générosité se paiera au prix fort), avant de les transporter dans la forêt, loin des regards de la famille et de la société civile, dans des sortes de bagnes d'où toute fuite est rendue vaine par la distance et l'hostilité des lieux. Dans la panoplie du *gato*, qui est lui-même l'employé d'un propriétaire qui sait habilement lui confier la répartition de l'enveloppe, on trouve les outils suivants : la séduction, la menace, le monopole sur l'approvisionnement des ouvriers et sur les comptes afférents, la dette ainsi toujours augmentée, et tout le parti qu'on peut tirer de l'ignorance, voire de la loyauté des recrutés, qui en outre sont retenus par le fait que le versement de salaires est dosé de manière à maintenir les travailleurs en haleine : « Le fait qu'ils *pourraient* être payés (ou même sont payés un petit peu) les maintient au travail, surtout si l'alternative est : ni travail ni monnaie et une marche à pied d'un millier de *miles* pour s'en retourner chez soi » (p. 137). On retiendra de cet exemple et de bien d'autres évoqués par Bales que,

dans des circonstances où règnent misère et privations, obtenir le consentement des personnes de sorte qu'elles aillent au-devant des pièges de la servitude, voilà un moyen complémentaire, sinon un substitut, à la violence. D'un point de vue anthropologique, ce mécanisme n'est non seulement pas propre à l'esclavage, ancien ou nouveau, mais il s'est surtout répandu dans les formes capitalistes de mise au travail : il s'agit de servitude volontaire par nécessité, bien connue chez nous des chômeurs et des sans-papiers, entre autres.

- 9 Il faudrait évoquer enfin le chapitre sur les prostituées de Thaïlande, inévitable concession aux facilités commerciales – l'auteur l'admet *in fine*, justifiant curieusement ce choix peu inattendu par le fait que « le lecteur pourrait avoir quelque connaissance du sujet par les histoires que relatent les médias » (p. 266). On serait au regret d'avouer qu'on n'apprend rien de théorique au-delà du sensationnel et de l'horreur, si ce n'est la confirmation du culturalisme, décidément tenace, de l'auteur, et de sa conviction de la supériorité de ses propres références nationales. Ce qui manque à la Thaïlande, énonçait-il, c'est qu'on renforce les lois contre la prostitution, mais « la loi ne peut pas grand-chose contre la force combinée d'une culture sexiste, d'une religion qui rationalise cela, d'une économie exploiteuse amorale et d'un gouvernement corrompu » (p. 78). Retenons aussi que Bales alimente cet épais chapitre sur la prostitution dans tous ses aspects (la dette, la violence, le placement forcé, la complicité des parents, la culpabilité des usagers, la pusillanimité de l'État, etc.) mais qu'on se demande ce que cela fait dans un livre sur le « nouvel esclavage », pas seulement parce que *nihil novi* dans tout cela, mais à cause d'une indication de l'auteur : « Mon propre comptage, basé sur les informations des travailleurs du sida dans différentes villes, est qu'il y a environ un demi-million de prostituées. Dans ce nombre, seulement un vingtième sont des esclaves » (p. 43).
- 10 *Disposable people* est un ouvrage de vulgarisation qui a marqué le Nouveau Monde à la fin du siècle dernier. Traduit en neuf langues (mais pas en français, langue dont l'auteur, pourtant francophile affiché, ignore les écrits sur le sujet), il apporte une somme d'informations originales sur des mécanismes d'exploitation basés sur la contrainte, contemporains certes, mais peu « nouveaux », sauf à saluer l'inventivité jamais tarie dont fait preuve le capitalisme dans la mise en place de rapports sociaux adaptés. On regrette souvent que la théorie n'ait que peu conduit Bales vers des interprétations qui, plutôt que d'amener le lecteur à raisonner en termes de responsabilités, de bien et de mal et de palmarès, appellent davantage sa réflexion sur les raisons expliquant la persistance de ces formes de servitude dans l'Histoire. Les invites à l'action lancées par l'auteur sont loin d'être méprisables, quand il s'agit notamment des opérations de libération de personnes asservies par l'ong Free the Slaves, dont la création suivit la sortie de son ouvrage. Mais décidément, à le lire, et malgré ses protestations d'universalisme, on a du mal à voir comme lui dans l'« esclavage nouveau » un apanage du sous-développement : c'est bien, comme le dit le titre, une affaire d'économie globale, mais c'est alors une autre Histoire à écrire.